



REPONSE D'ENGIE A LA CONSULTATION DE LA CRE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'EXPERIMENTATION PREVU PAR LA LOI RELATIVE A L'ENERGIE ET AU CLIMAT

Engie remercie la CRE pour cette consultation et tient à exprimer son soutien en faveur de la mise en place de ces bacs à sable réglementaires.

Pour Engie, cette disposition doit permettre de lever les freins à l'innovation associés aux principaux enjeux de la politique énergétique : raccordement des EnR, gestion des flexibilités en « market based », accès au réseau des véhicules électriques, etc.

Lorsque l'intérêt est vérifié, l'objectif doit être la création de conditions propices à une industrialisation rapide. Ainsi, la CRE doit pouvoir proposer au pouvoir exécutif des mesures législatives ou réglementaires, avant l'issue de l'expérimentation.

Engie partage globalement les propositions de la CRE et suggère pour en améliorer l'efficacité :

- **D'évaluer la nécessité d'étendre certaines dispositions du bac à sable à d'autres dispositions juridiques** (code de la consommation...) à l'occasion de la publication du rapport annuel ;
- **De prendre en compte certaines demandes de dérogation au fil de l'eau**, sans attendre l'ouverture d'un guichet ;
- **De retenir des durées pouvant aller jusqu'à 4 ans renouvelables**, comme la loi le prévoit, lorsque des demandes de dérogation comportent, par exemple, une forte dimension liée à la saisonnalité ;
- **De ne pas s'interdire de lancer des expérimentations ayant des conséquences sur le TURPE.**

Q1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Parmi les critères d'éligibilité, Engie souhaite préciser qu'un projet ne peut être éligible si une loi ou un texte en prévision (ordonnance, décret, arrêté, etc.) est susceptible de permettre la disposition demandée. En effet, en inscrivant de façon précipitée une expérimentation dans le bac à sable on peut risquer de bloquer des textes d'application en cours de formalisation.

De même, avant toute inscription d'un projet de bac à sable il est important que la CRE s'assure que des mesures législatives ou réglementaires du même ordre ne viendront pas perturber l'expérimentation.

Engie est favorable aux critères présentés par la CRE à l'exception du dernier critère relatif au bénéfice pour la collectivité qui ne figure pas dans la loi et ne peut donc que s'inscrire dans le cadre des objectifs de la politique énergétique. Pour autant, Engie estime que l'évaluation du projet au regard de ces critères nécessitera une certaine souplesse dans la mesure où certains d'entre eux ont un caractère subjectif, comme l'innovation.

La détermination des critères d'éligibilité pourrait, en termes de transparence, être plus clairement exprimée :

- Lorsqu'on évoque des dispositions innovantes, le partage des projets peut devenir une donnée commercialement sensible. Comment la CRE compte-t-elle traiter ce point ?
- Lorsque l'expérimentation nécessite la consultation de parties prenantes, il conviendra d'être attentif à ce que d'éventuels intérêts divergents entre elles ne puissent pas freiner l'innovation ;
- La consultation ne précise pas si des notifications documentées, positives ou négatives, des ministères sur chaque projet seront communiquées aux porteurs de projets. En cas de rejet d'un projet, il serait utile que la CRE puisse communiquer à l'auteur du projet les raisons de ce refus.

Engie partage le principe, avec la CRE, selon lequel une expérimentation qui ne serait pas limitée à une simple subvention ou aide mais qui au contraire comporterait un caractère innovant et qui ferait appel à une exonération des tarifs de réseaux, éventuellement pour partie, doit être considérée comme éligible au titre d'une dérogation.

En effet, pour tester un marché, il peut être nécessaire de conjuguer innovation et soutien économique de l'Etat. Par ailleurs et sous le contrôle de la CRE, ce type d'expérimentation peut nécessiter l'évolution du TURPE pour tester des mécanismes de flexibilité dont l'enjeu est essentiel avec le développement des EnR intermittentes, des configurations d'autoconsommation collective et plus largement des communautés d'énergie renouvelable (CER) et des communautés énergétiques citoyennes (CEC).

Lorsque qu'une innovation nécessite une dérogation aux conditions d'accès et d'utilisation des réseaux, mais également à d'autres dispositions réglementaires que celles visées par l'article 61 de la loi relative à l'énergie et au climat, la CRE pourrait veiller à ce que cette dérogation soit accordée et mise en œuvre en coordination avec les autres autorités compétentes afin de garantir la sécurité juridique du projet.

Dans son rapport annuel, comme la loi le prévoit, la CRE pourrait proposer l'extension des dispositions du bac à sable à d'autres dispositions juridiques qui auraient été concernées.

De plus, par symétrie avec l'article 61 de la LEC, quand elles sont proposées par des gestionnaires de réseau, les dérogations ne doivent pas être accordées si elles sont susceptibles notamment de contrevenir au fonctionnement efficace du marché de l'électricité afin de limiter toute distorsion sur le marché.

Q2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

La proposition de la CRE évoque, sans préciser le texte en question que « la loi laisse à la CRE la possibilité d'organiser des guichets thématiques. » En dehors de ces guichets qui semblent une bonne solution, la CRE doit laisser la possibilité aux acteurs de proposer des expérimentations sans attendre un nouveau guichet thématique, ce qui bloquerait l'initiative et l'innovation et ce d'autant plus que la loi ne limite pas les expérimentations à une procédure de guichets comme l'envisage la CRE.

Dans le cadre des guichets, la CRE pourrait-elle préciser dans quelles conditions s'articulent les échanges d'informations, notamment la consolidation des REX ?

Engie accueille avec intérêt la possibilité du renouvellement des dérogations selon les circonstances et les retours d'expérience. Cependant, si la CRE évoque un renouvellement de dérogation, elle reste trop peu précise sur les modalités, dont le calendrier de la procédure de renouvellement pour les projets d'envergure. En outre, pour un projet arrivant à terme, et connaissant un bilan positif, des solutions devraient être possibles afin de maintenir le projet dans l'attente de dispositions législatives effectives.

La procédure devrait prévoir la notification du projet reçu par la CRE des ministres chargé de l'énergie et chargé de la consommation « sans délai » comme la loi (Article 61.4) le prévoit. L'analyse de l'éligibilité devrait démarrer à cette date.

Certaines expérimentations peuvent avoir un caractère confidentiel et concurrentiel. A ce titre Engie appelle l'attention de la CRE pour qu'elle prévoit cette situation et que le secret des affaires soit préservé.

La finalité de cette procédure est que l'expérimentation aboutisse rapidement afin de créer les conditions législatives et réglementaires qui permettront dans les meilleurs délais un déploiement industriel.

Q3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

Engie n'a pas de commentaires.

Q4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Alors que la loi Energie Climat impose une durée maximale de 4 ans pour les dérogations, la CRE envisage une durée des dérogations sur une moyenne de 18 mois. Engie rappelle qu'il ne s'agit que d'une valeur moyenne et que certains projets pour lesquels des périodes longues où la saisonnalité compte pour beaucoup dans le comportement des consommateurs et les prix de l'énergie, nécessiteront une expérimentation allant jusqu'à quatre ans, renouvelable comme la loi le prévoit.

C'est l'expérimentation qui permet de définir la durée et non le principe des bacs à sable. En effet, certaines expérimentations peuvent être couronnées de succès en un délai court : dans ce cas, inutile d'attendre plusieurs années pour proposer aux ministères une évolution réglementaire et législative selon les procédures habituelles.

Engie précise que la durée de la dérogation doit tenir compte du calendrier de mise en œuvre prévu par l'opérateur pour son projet. De même, il pourrait dans certains cas être nécessaire de prévoir un délai entre la validation de l'expérimentation, et sa date de début. En effet, un projet peut impliquer des développements

qui ne seront pas lancés avant d'avoir été sélectionnés. Ce temps de développement ne doit pas être compté dans la durée d'expérimentation.

Engie note que le CA maximal n'est communiqué qu'à titre informatif à la CRE et qu'il ne doit pas devenir un critère de sélection des projets.

Enfin, les modalités de suivi des projets et le contenu du rapport sur l'avancement des expérimentations devraient être définis selon leur nature. Par exemple des expérimentations concernant le raccordement des EnR au réseau pourrait faire l'objet d'une publication assez large car l'ensemble de la profession pourra y trouver collectivement un intérêt. A l'inverse, celles qui mettent en jeu des informations commercialement sensibles, telles que par exemple la construction d'offres commerciales ou de services, doivent pouvoir bénéficier d'une certaine confidentialité vis-à-vis des autres parties prenantes. En tout état de cause, Engie rappelle que la publication de certains résultats peut relever du secret des affaires et que la CRE devra en tenir compte dans ses restitutions publiques.

Le processus de REX doit lui-même faire l'objet d'évolutions de façon itérative, en fonction des retours d'expériences dans la mesure où il est difficilement codifiable à ce jour.

Q5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

Engie souhaiterait que la CRE précise les modalités de traitement des dérogations lorsqu'elles sont impactées par des évolutions législatives ou réglementaires.

Par ailleurs, ces dérogations ne doivent en rien réduire les évolutions en faveur de la transparence apportée par les GRD sur la connaissance des congestions relatives aux réseaux de distribution, notamment si leur nombre s'avère élevé. Ce point est particulièrement sensible dans le contexte de développement de la flexibilité. Engie avait d'ailleurs rappelé (consultation de décembre 2019) que les acteurs de marché attendent des GRD, la plus grande transparence sur les besoins futurs du réseau afin que des solutions de flexibilité « *market based* » puissent être développées par les acteurs de marché.